

L'ONU somme les autorités burundaises de sévir contre les "Imbonerakure"

RFI, 16-04-2015 Burundi : un responsable de l'ONU dénonce les violences et les tensions Le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a tiré la sonnette d'alarme mercredi 15 avril. Après un séjour de quatre jours au pour sa première visite en terre africaine depuis sa nomination en septembre 2014, le Jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein a décrit un pays qui semble s'acheminer sur la voie de la violence et l'intimidation avec une milice pro-pouvoir qui agit en toute impunité. Harcèlements politiques, intimidations, actes de violence, le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a décrit une situation alarmante. Une situation qui risque de se dégrader si rien n'est fait arrêter la ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, les Imbonerakure (photo), qui se comportent comme une véritable milice gouvernementale.

Dans son message sans aucune ambiguïté, Zeid Ra'ad Al Hussein s'est adressé au gouvernement et aux l'ordre : « Ils doivent envoyer un message clair à ce groupe dangereux et lui signifier qu'ils ne toléreront plus ses activités extrêmes et que l'impunité sélective, un problème de grande échelle au Burundi, va cesser de régner. Son appel n'est pas entendu, il sera difficile dit le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme de donner du au processus électoral en cours au Burundi. Il en appelle donc à la responsabilité des hommes politiques, et surtout du pouvoir. Car ce pays encore fragile est extraordinairement pauvre ». En bref, le Burundi ne peut pas se permettre une autre flambée de violence. Il ne peut pas se le permettre que ce soit en termes économiques, politiques, sociaux ou culturels », a-t-il ajouté. Le Burundi se relève difficilement d'une longue guerre civile qui a pris fin en 2006. Pas sûr qu'il se soit fait entendre dans ce pays où les opinions sont aujourd'hui très tranchées entre pro et anti-troisième mandat pour le président Pierre Nkurunziza. Mais pour la première fois, un haut responsable onusien a brandi à Bujumbura le risque de voir certains finir devant les tribunaux nationaux et internationaux.